



Presse Internationale

mensuel – n°67 – mai 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

ETUDIANTS EUROPÉENS EN LUTTE p.12



TOUS A LA MANIF

Mardi 28 avril 14 h

Gare du Nord - Bxl

POUR UNE UNIVERSITE PUBLIQUE, GRATUITE ET ACCESSIBLE A TOUS !

Edito :

Défendre l'emploi,
pas les profits ! p.2

GM :

Pour l'unité et la soli-
darité internationale
de la classe ouvrière
p.7

B-Cargo :

Une grève bien
nécessaire p.11

« **Les sans-papiers
sont des travailleurs** »

Interview avec Pasquale
Colicchio (FGTB)

p.5

MANIF DU 1ER MAI

**Avec les sans-
papiers en lutte**

Office des Etrangers - 13h30

Le 7 juin

Au-delà des urnes
**Unité
dans les luttes**

p.3

Votez

**LCR-PSL
LCR-PSL-PC-PH**



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Défendre l'emploi, pas les profits !

Six mois après l'effondrement de la finance mondiale, les conséquences sur l'emploi sont fracassantes... et les perspectives plutôt noires. En Belgique, le gouvernement développe des conditions très intéressantes au bénéfice du patronat via les intérêts notionnels et les fameuses réductions de cotisations patronales, au point que le pays a été qualifié de « paradis fiscal », sans oublier les 20 milliards donnés sans scrupules aux banques. Le budget d'Etat est particulièrement mauvais. Nous craignons évidemment un plan de grandes économies... et de restrictions. Mais les partis traditionnels, de la majorité et de l'opposition, préfèrent rejeter ce sujet épineux au lendemain des élections.

Nous sommes sans aucun doute à un point où, après la tempête financière, pour remonter la pente de la récession et retrouver leurs juteux profits, les capitalistes n'ont d'autre choix que de rentabiliser encore plus l'unique source réelle de richesse : le travail.

Tout d'abord, des emplois ont été et seront encore purement et simplement détruits par millions dans le monde. En Union Européenne, les syndicats estiment qu'il y aura 8 millions de chômeurs supplémentaires en 2009. En Belgique, 60.000 emplois seraient détruits et il y aurait 100.000 chômeurs de plus à la fin de cette année.

Non seulement le gouvernement poursuit la chasse aux chômeurs, mais les chiffres d'exclusions définitives augmentent de manière impressionnante : +76% en 2008. Même les CPAS wallon s'en plaignent et dénoncent un transfert des charges sur leur structure, et un manque de moyens... Les chômeurs ne sont pas responsables du chômage ! Il n'est pas acceptable que ce soit aux travailleurs, notamment sans emploi, de payer la crise. Par cette politique, le gouvernement se rend directement responsable de l'augmentation de la pauvreté déjà grandissante.

Ce n'est pas aux travailleurs de

payer la crise. Les licenciements devraient être interdits. Et les entreprises qui licencient devraient rembourser toutes les aides publiques dont elles ont bénéficié ou être nationalisées sans indemnisation (ce qui serait bien meilleur marché pour la collectivité). Contre le chômage, nous pourrions tout simplement nous partager le travail existant, en réduisant le temps de travail et en maintenant les salaires. Voilà ce qu'il faut exiger du gouvernement.

Ensuite, sur ceux qui ont encore un emploi, le patronat entend mettre la pression par tous les moyens. Le maître mot aujourd'hui : flexibilité, ou sur-exploitation. En Belgique, on a atteint le record historique d'un ouvrier sur trois au chômage temporaire dans le secteur de la construction, du transport et de l'horeca. Mais il y a aussi la remise en question graduelle des acquis via l'extension du principe des crédit-temps, la destruction des statuts dans le service public, etc. Les prochaines négociations sectorielles et d'entreprises, suite à l'accord interprofessionnel honteux de décembre, seront des moments décisifs dans la lutte pour défendre nos conditions de travail et de vie.

Le 7 juin, nous ne voterons pas pour ces partis qui n'ont d'autres ambitions que de faire payer la crise aux travailleurs, pour ceux qui nous ont imposé le « pacte entre les générations », pour ceux qui financent les banques et qui défendent le capital. Nous luttons pour une société socialiste basée sur les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Les élections sont une bonne occasion d'avancer dans la discussion sur l'organisation politique des travailleurs, mais elles ne nous apporteront pas cette société sur un plateau. Seule la lutte, par la mobilisation unitaire de tous les travailleurs, avec et sans emploi, peut nous garantir de réelles victoires dans cette perspective. Les syndicats ont les moyens et la responsabilité d'organiser la lutte démocratiquement.

Une occasion de débattre de l'organisation de nos luttes

Le dimanche 7 juin 2009 auront lieu les élections européennes et régionales. Il s'agira d'élire les représentants qui siègeront dans les différents parlements régionaux et au parlement européen.

Autant le dire tout de suite, nous n'avons aucune illusion sur ces élections et ce qui en découlera pour les travailleurs. On nous fera des promesses intenables et on nous demandera, comme d'habitude, de nous serrer la ceinture. Les différents gouvernements/parlements formés à la suite des résultats du 7 juin continueront sur le chemin suivi à l'heure actuelle par les gouvernements en place : faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs. Cette politique est appliquée par tous les partis « démocratiques » : MR, CDH, PS, ECOLO et par leurs avatars d'extrême droite.

Ce n'est pas par les urnes que les travailleurs obtiendront quoi que ce soit de la bourgeoisie. Cela n'a jamais été le cas et ne le sera jamais. La seule manière de faire avancer notre cause, c'est la mobilisation à la base de tous les travailleurs, hommes et femmes, du Nord et du Sud du pays, avec ou sans papiers. Tout ce qui a été conquis jusqu'ici par le mouvement ouvrier l'a été en menant la lutte dans la rue et sur les lieux de travail. Et c'est avec cette perspective qu'il faut aborder les élections de juin 2009.

A la gauche du PS et d'Ecolo ?

S'il s'agit pour la bourgeoisie de se répartir les portefeuilles ministériels et les postes au parlement, de se distribuer les rôles pour poursuivre dans le même système mais avec des casquettes différentes, quelle alternative s'offre alors aux travailleurs ? Lors d'autres scrutins nous avons déjà appelé à voter blanc, à voter pour la Liste Debout ou la Liste Maria (promue par le PTB) ou pour des travailleurs sur les listes de partis d'extrême gauche. Mais cette année nous pensons que le PTB ne représente plus aucune alternative pour les travailleurs.

Ce parti se présente comme une alternative au « cirque politique » dans lequel évoluent MR, CDH, PS, ECOLO. En examinant les déclarations de ses dirigeants et son pro-

gramme pour les régions et l'Europe, on se rend compte que le PTB ne constitue nullement une alternative à ce qu'il dénonce. Il sème l'illusion que l'on peut mettre un terme à tout cela en déposant un simple bulletin dans une urne, cette fois pour le "bon" parti. Il se présente maintenant non plus comme le *plus grand des petits partis* mais le *plus petit des grands*, c'est-à-dire, une alternative dans le giron de la bourgeoisie.

Dans une interview au Journal du Mardi d'avril 2008, Raoul Hede-



bouw, le porte-parole du PTB, affirme sans détour que le PTB « n'est plus d'extrême gauche » et est devenu « un parti réformiste » c'est-à-dire un parti qui pense qu'il ne faut pas renverser le système capitaliste mais l'améliorer petit à petit. C'est le parti qui demande la confiance - et le vote - des travailleurs, pour changer les choses lui-même avec des députés au parlement. Si le PTB organise les travailleurs, ce n'est que pour les faire rentrer dans leur parti, leur appareil. Pour nous, il s'agit de construire les organisations indépendantes de classe des travailleurs. Le PTB affirme être et avoir

toujours été « un parti non-violent », alors que la lutte de classes est implacablement violente. R. Hede-bouw en profite aussi pour souligner le rejet par le PTB de la dictature du prolétariat, comme une « formulation négative, issue du passé ». Pour nous, la crise du capitalisme montre que la prise du pouvoir par les travailleurs est plus que jamais une nécessité actuelle.

Le programme du PTB pour ces élections de juin 2009 affiche bien cette orientation. Dans le point 14 de son programme européen, le PTB exige une politique d'immigration sur base de « critères objectifs et humains ». Cette position rejoint l'accord du gouvernement et le point de vue de la bourgeoisie. On sélectionne les immigrés qui ne peuvent pas avoir des papiers, ne répondant pas aux « critères », afin de maintenir toujours assez de sans-papiers dans l'insécurité et l'absence de droits pour pouvoir faire pression sur les salaires de tous les travailleurs. Le point 17 est également révélateur. Le PTB y appelle à la « promotion de Nations unies démocratiques, dont le pouvoir émane de l'Assemblée générale », alors qu'il s'agit d'un organisme qui doit se limiter à faire des déclarations, et seulement si les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité sont d'accord. Et ceux-ci sont d'accord pour mener la guerre en Afghanistan, pour protéger Israël du Hezbollah ou pour décider quels Etats peuvent se munir de bombes atomiques.

Votez pour les listes unitaires de gauche

Nous saluons l'initiative de la liste unitaire de la LCR, du PSL, du PC et du PH aux régionales à Bruxelles, ainsi que la liste LCR-PSL au niveau européen. **Nous regrettons toutefois que cette unité ne se concrétise que lors des élections.** S'il existe un accord politique sur les réponses à donner à la crise, alors pourquoi ne pas être intervenus

ensemble dans les multiples grèves et les mobilisations syndicales ? Au niveau régional, la position de la liste *contre le militarisme et l'impérialisme* ainsi que la position de condamnation par la tête de liste du massacre de Gaza montre qu'une intervention commune dans les manifestations aurait été possible.

Nous pensons néanmoins qu'il est important de voter pour ces 2 listes car elles défendent un programme minimum d'urgence face à la crise, programme qui réside dans la lutte en défense de l'emploi et contre le chômage, pour le renforcement des services publics et la lutte contre leur privatisation, pour l'unité des travailleurs, ainsi qu'une réponse de classe : c'est dans les poches des patrons et des grandes entreprises qu'il faut aller puiser, pas dans celles des travailleurs ! De plus, la liste LCR-PSL avance d'autres points importants comme la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire et la lutte contre le chômage ainsi que la nécessité de lutter pour une Europe des travailleurs, une Europe socialiste. Une perspective qui se démarque clairement de tous les discours mensongers sur la possibilité d'une Europe sociale sans dépassement du système capitaliste.

Cela dit, nous pensons que les élections sont une occasion de

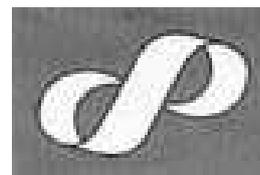
discuter sur la manière de mener les luttes et, sur ce point, nous ne partageons pas le point de vue de la LCR et du PSL. Dans leur appel, ils déclarent que les travailleurs perdent des luttes faute de représentation politique face aux attaques du patronat et du gouvernement et que « *cette situation a conduit dans beaucoup de pays à des discussions sur la nécessité de bâtir un instrument politique capable de traduire les luttes des travailleurs/euses sur le terrain politique* » (Déclaration commune de la LCR et du PSL, 29/01). Ils avancent l'exemple du Nouveau Parti Anticapitaliste, en France.

Les expériences de *Rifondazione Comunista* en Italie ou *Die Linke* en Allemagne montrent que ce type de formations, qui se centrent essentiellement sur les élections, ne représente pas une alternative pour les travailleurs. Ces partis comptent leur succès en termes de nombre de voix et de sièges au parlement mais pas en termes d'unification des luttes ni en termes de combat pour la démocratie ouvrière, contre les bureaucraties syndicales. Et c'est justement ce dont les travailleurs ont besoin pour développer leurs luttes et obtenir de réelles victoires. Notre classe a effectivement besoin d'un parti politique indépendant de la bourgeoisie, mais ce parti ne peut

que se construire dans les luttes, dans lesquelles les travailleurs avancent vers un programme de révolution socialiste. Il ne peut être le résultat de constructions électorales éphémères de partis de gauche, ni de concessions afin d'attirer des membres, ou d'interventions auprès des travailleurs qui visent d'abord à embrigader dans ses propres rangs, plutôt que de chercher l'unité de mobilisation autour de points précis.

Malgré nos divergences, nous appelons les travailleurs à voter pour ces listes et à mener sur leur lieu de travail la discussion sur les perspectives de luttes pour défendre l'emploi contre les licenciements, lutter contre les attaques au droit de grève, pour des services publics de qualité, etc. Nous appelons aussi les participants de ces listes à faire la propagande des luttes actuelles et à utiliser la campagne électorale pour les développer, les unir et leur donner une visibilité.

Dans cette campagne, il s'agit de discuter fondamentalement de la manière de s'organiser pour imposer nos revendications au patronat et au gouvernement, et cela passe par une lutte pour la démocratie syndicale et donc contre les hautes directions et autres bureaucrates qui étouffent nos luttes.



**Votez pour les listes LCR-PSL-PC-PH à la région bruxelloise
et la liste LCR-PSL aux européennes !**

Utilisons la campagne électorale pour faire la propagande de nos luttes et les unifier !

**Faisons de ces élections une occasion de débattre sur nos lieux de travail
de la réponse à donner à la crise !**

« Les sans-papiers sont des travailleurs » une interview avec Pasquale Colicchio

A l'occasion d'une présentation-débat du film *Sans-papiers au travail* (<classproduction@gmail.com>) nous avons eu un long entretien avec Pasquale Colicchio, un permanent interprofessionnel FGTB Sud-Hainaut qui s'occupe depuis une douzaine d'années spécifiquement de la problématique des sans-papiers. Voici quelques extraits. L'interview est publiée en entier sur www.lct-cwb.be.

« *Le capitalisme nuit gravement à la santé* »^s... ok, ça va, d'accord, c'est sympa, et puis on fait quoi ? [...] Les sans-papiers, ce sont des travailleurs, ce ne sont pas des rentiers. A partir du moment où on n'est pas rentier, on est obligé de subvenir à ces besoins en travaillant. Et à partir du moment où on ne sait pas vendre sa force de travail, on est obligé de la solder. Et les travailleurs sans papiers sont les travailleurs les plus fragilisés. Il devrait bénéficier de la solidarité la plus forte du mouvement syndical.

Il y a une double exploitation chez eux : non seulement ils ne sont pas reconnus sur le plan humain, mais en plus ils sont surexploités sur le marché du travail. Pas sur le marché au clair, parce que sur le marché au clair ils n'ont même pas le droit à l'existence. [...] Ils sont *clandestins*. Le clandestin c'est celui qui vit toutes les contraintes qu'on puisse imaginer, sans avoir aucun des droits liés aux luttes sociales qui ont eu lieu dans ce pays, et auxquels peuvent encore prétendre l'ensemble des travailleurs qui ont une identité. [...] Quand ils ont un accident de travail, on les tape sur le côté du trottoir... Ils n'existent pas. Ils sont sans papiers. [...]

Presse Internationale : Que fait l'organisation syndicale, considérant qu'elle défend tous les travailleurs et que les sans-papiers sont des travailleurs, bien que leur statut juridique le nie ?

L'organisation syndicale agit un peu comme un

corps où la tête serait séparée des jambes. [...] La tête a dit, au niveau interprofessionnel, à la CSC et à la FGTB, sur les marches de la Bourse, qu'il faut régulariser. Très bien. Mais ce n'est pas parce qu'on l'a dit que ça se fera, la preuve c'est que ça ne se fait pas. [...] Il reste à joindre la parole aux actes et à créer des solidarités entre les travailleurs des entreprises, dans toutes les régionales et en même temps, à la CSC et à la FGTB, pour que la pression des travailleurs en entreprise puisse s'exercer sur ce gouvernement pour qu'il concrétise au moins cette promesse qu'il a faite depuis un an. [...]

P.I. : On a observé, lors de la manifestation pour les sans-papiers le 18 mars, qu'il y avait des travailleurs de Caterpillar.

Il ne faut pas avoir fait l'université pour comprendre que ce qu'il se passe aujourd'hui est la mise en concurrence au niveau mondial de tous les travailleurs. A partir du moment où nous sommes [...] en train d'essayer d'agir sur les conséquences de la mondialisation au niveau des clochers de village, je pense qu'on a un outil qui n'est pas fort adapté à la problématique et aux enjeux. [...]

A la fois il faut jouer sur le local - parce que c'est là que sont les gens, les entreprises, les organisations syndicales, on ne les a pas encore mis sur la lune - et d'un autre côté, il faut réfléchir à l'échelle du problème et donc au niveau mondial. Il n'y a aucune organisation syndicale qui organise les travailleurs à l'échelle du problème, donc au niveau mondial. Il y a bien une structure qu'on a inventée, il y a un an, mais c'est sur papiers, tout comme la Confédération Européenne des Syndicats, c'est sur papiers. Ils font du lobbying, point barre. On n'a pas encore su organiser une grève interprofessionnelle, ne fut-ce qu'au niveau européen. On a fait quelques manifs hyper symboliques, et ça s'arrête là. « *Le capitalisme nuit gravement à la santé* », et c'est bien de le rappeler, mais une fois qu'on a dit ça, on fait quoi ?

Une hirondelle ne fait pas le printemps ! Il y avait effectivement une délégation des travailleurs de Caterpillar, qui bien souvent sont présents dans pas mal de conflits, parce qu'ils ont une vraie conscience, et une animation aussi dans l'entreprise. Ils se voient, ils discutent, ils ont - pour employer un mot qui fait sourire aujourd'hui - une conscience de classe, au-delà des congrès, dans la vie de tous les jours. [...] La question est : pourquoi ça ne se fait pas ailleurs ? Cela ne se fait pas parce qu'il n'y a pas de volonté comme à Caterpillar de le faire ! Ou alors il n'y a pas d'information qui permette aux gens de se dire : mais tiens c'est vrai, ce n'est pas normal ce qui se passe là-bas ! Parce que c'est effectivement une cassure au jour le jour des liens qui devraient unir tous les travailleurs. Et

laisser la partie la plus faible d'un mouvement ou d'une organisation qui prétend représenter tous les travailleurs, laisser une partie de ceux-là sans [...] solidarité, non seulement c'est les laisser se débattre tout seul mais c'est aussi une non-assistance collective à personne en dangers (avec « s »). Et la chose est plus grave quand c'est pratiqué par une organisation syndicale. [...]

P.I. : La responsabilité de cette situation, tu la places où ?

A mon avis, la formation idéologique des délégués syndicaux, ces dernières années, a dû avoir quelques lacunes. [...] Mais même s'ils avaient les outils, on n'a pas encore, de manière pratique, des échanges

intelligents et organisés entre ceux qui sont dans les entreprises et qui vivent les problèmes et ceux qui sont censés au niveau interprofessionnel faire la synthèse et mettre au point la stratégie pour faire face aux problèmes.

P.I. : On a eu l'exemple des grèves de sans-papiers sur leur lieu de travail, en France. Les directions syndicales ont répondu à cet argument que la législation en matière de sans-papiers n'était pas la même, ce qui empêche d'avoir une lutte commune sur le lieu de travail, en Belgique.

Mais les conditions d'exploitation sont les mêmes. [...] La question n'est pas sur le détail des législations. La question est : comment va-t-on, à un échelon qui est au moins européen sur le plan syndical, réagir à une exploitation des plus faibles parmi les travailleurs dans tous les pays, au moins dans les pays de l'Europe. [...] La question c'est : comment faire en sorte qu'il n'y ait plus de sans-papiers. [...]

Beaucoup de sans-papiers disent : « Nous on a souffert, c'est pour ça qu'il faut avoir des papiers » Moi je dis : non ! En tant que syndicaliste, je ne suis pas d'accord avec cette logique. En tant que syndicaliste, je dis : ce sont des travailleurs et plus tôt nous nous occuperons d'eux pour qu'ils ne soient pas exploités comme ça de manière la plus sauvage, plus notre mouvement syndical s'en trouvera renforcé parce que nous avons besoin aussi des sans-papiers pour mener des combats. [...]

La première chose à faire c'est que les travailleurs des entreprises et les sans-papiers doivent se parler, se parler, parce qu'on parle à leur place. Il n'y a pas beaucoup d'échanges [...] entre des travailleurs sans-papiers et des travailleurs des entreprises. Je m'occupe des sans-papiers au moins depuis 12-13 ans. Chaque fois que j'organisais quelque chose avec des sans-papiers et des travailleurs, peut importe d'où ils venaient, [...] j'ai vu des travailleurs qui disaient : putain, c'est comme ça que ça se passe ? On ne peut pas laisser ça. Quand on voit des gosses avec des parents qui n'ont pas le

nécessaire, ne peuvent pas bénéficier du CPAS, ne peuvent pas manger, sont exploités à 2-3 euros de l'heure, n'importe qui va dire que ce n'est pas normal. Seulement, pour ça, il faut encore que les gens se parlent, ce qu'on fait de moins en moins dans les organisations syndicales.

P.I. : Il y a aussi cette proposition de faire participer les travailleurs sans-papiers dans les centrales professionnelles, dans les mêmes structures, dans les délégations locales par usine...

Au niveau théorique, je suis d'accord, mais au niveau pratique c'est beaucoup plus difficile parce que pour qu'un sans-papiers puisse participer quelque part, il faut qu'il ait du temps pour le faire. Quand on est sans-papiers, on gagne beaucoup moins que les autres et le temps libre est de plus en plus rare, parce qu'on est très peu payé, qu'on a plus de difficultés, qu'on doit se cacher. On n'a pas beaucoup de temps et on n'a pas non plus l'esprit serein pour pouvoir participer comme les autres travailleurs à des discussions sereines. [...] On dira : « oui, mais ils ne s'intéressent pas ». C'est la même chose avec les chômeurs : « ils n'ont qu'à... ils n'ont qu'à... » mais être chômeur, ce n'est pas quelque chose de valorisant qu'on affiche sur tous les chemins ! [...] Ceux avec qui ils travaillaient et qui les ont laissés comme ça, tout seul, isolés en tant que chômeur, pourraient aussi se poser la question : « pourquoi ne va-t-on pas vers les chômeurs ? pourquoi ne va-t-on pas vers les sans-papiers quand on a une situation stable et des revenus stables ? »... La notion de chômeur, ce n'est pas quelque chose qui n'arrive qu'aux autres, ça peut arriver à tout le monde, et j'espère que la notion de sans-papiers ça n'arrivera jamais à des gens qui habitent en Belgique et qui sont aujourd'hui en situation régulière.

P.I. : Quelle analyse fais-tu du mouvement de lutte des sans-papiers, actuellement ?

Le mouvement risque d'éclater parce qu'il n'y a pas de réelle coordination au niveau du pays. [...] C'est extrêmement positif que les universités ont pris fait et cause pour les sans-papiers. Mais j'aimerais bien que si les universités ont fait ça, qu'on puisse se servir de toute l'intelligence qui est censé s'y trouver, pour développer des solidarités entre jeunes, étudiants, sans-papiers, professeurs, travailleurs des universités, pour qu'enfin on joue notre rôle vraiment politique dans le sens de dire à ce gouvernement : attendez, l'exploitation ça a des limites. Et dire, attention c'est fini ce genre de chose, parce que vous jouez avec le feu, vous êtes des apprentis sorciers, vous allez favoriser l'extrême droite en continuant comme ça. Et là ce n'est pas intéressant pour le mouvement ouvrier. [...]

Et il faut se porter garant pour ceux qui se sont découvert, qui ont pris des risques depuis le début et qui sont maintenant en grève de la faim. On ne peut pas les laisser mourir, ça c'est une première chose, c'est le premier devoir de solidarité, et le deuxième c'est qu'on va mettre ensemble toute notre réelle capacité de mobilisation, y compris avec les travailleurs des entreprises, pour faire aboutir leur juste revendication. Parce que les sans-papiers qui sont en grève de la faim depuis longtemps, c'est un peu comme nos délégués dans les entreprises, qui prennent des risques dans le cadre de l'intérêt général. [...] Ceux qui sont en grève de la faim, nous devons leur donner l'assurance que notre solidarité leur est acquise, et que nous allons faire ce qu'il faut pour qu'ils soient régularisés, mais aussi leur donner l'espoir que réellement sur le plan politique, les 150.000 sans-papiers qui sont recensés en Belgique, semble-t-il, aient aussi une porte de sortie de type collective et pas individuelle comme le gouvernement veut nous le faire avaler, très lentement d'ailleurs parce qu'il a bien le temps...

§ La FGTB fait actuellement campagne avec ce slogan.



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°148 - de avril 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

A voir sur www.litci.org

Face aux attaques des gouvernements et des patrons

Pour l'unité et la solidarité nationale et internationale de la classe ouvrière

La crise économique internationale s'approfondit de plus en plus, et avec elle, les attaques très dures des entreprises et des gouvernements contre les travailleurs, partout dans le monde, afin de faire supporter à ces derniers le coût de la crise et de récupérer les profits perdus.

Les travailleurs sont les seuls qui n'ont aucune responsabilité dans l'éclatement de cette crise, mais ce sont eux qui en subissent le plus les conséquences. Alors que les gouvernements libèrent des milliers de milliards de dollars pour aider les banques et les entreprises qui ont des problèmes, il n'y a pas un centime pour les travailleurs. C'est donc absolument clair, c'est ce que les capitalistes veulent dire quand ils parlent de « *partager les coûts de la crise* ».

Les attaques des gouvernements et des entreprises

Les licenciements massifs et l'augmentation brutale du chômage constituent évidemment la principale attaque que subissent les travailleurs. Les organismes internationaux avaient calculé qu'il y aurait une augmentation de 50 millions de chômeurs dans le monde, pour cette seule première phase de la crise. Mais les données de 2008 et 2009 pour les Etats-Unis, l'Europe, la Chine, le Brésil et d'autres

pays indiquent que ce chiffre sera, très probablement, largement dépassé. Parallèlement aux licenciements massifs, les entreprises profitent de l'augmentation du chômage et du fantôme de la perte d'emploi pour exiger de leurs travailleurs l'acceptation des diminutions salariales, la perte de conquêtes, l'application de systèmes comme la « banque d'heures »[§], etc.

Les gouvernements bourgeois, y compris ceux des pays impérialistes, non seulement soutiennent ces politiques, mais ils insistent pour que les entreprises les adoptent. Alors que l'entreprise brésilienne Embraer licenciait 4 200 ouvriers, le gouvernement de Lula maintenait son financement à l'entreprise à travers les crédits que la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) accorde aux acheteurs des avions fabriqués par Embraer. Aux Etats-Unis, Barack Obama n'a posé aucune condition quand il a été si généreux envers les banques et les compagnies d'assurances, mais il exige que General Motors et Chrysler appliquent un « plan de restructuration » (qui inclut la fermeture d'usines, la suppression de milliers d'emplois et l'augmentation des rythmes d'exploitation), comme condition pour libérer l'ar-

gent de l'Etat qui leur permet d'éviter la faillite. De cette manière, la punition pour la mauvaise situation de ces entreprises ne retombera pas sur leurs actionnaires et leurs dirigeants mais sur leurs travailleurs.

Expliquer patiemment

La première tâche des révolutionnaires face à la crise est **d'expliquer patiemment** aux travailleurs et aux masses que la crise et ses conséquences sont des produits inévitables du système capitaliste et que la bourgeoisie, tant à l'échelle nationale que mondiale, tentera par tous les moyens d'en faire supporter le prix aux travailleurs. C'est pourquoi, il n'y a pas d'intérêts communs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie : ce qui est bon pour eux est mauvais pour nous. Il faut expliquer aussi comment les gouvernements, y compris ceux qui apparaissent comme plus « populaires », défendent toujours les intérêts de la bourgeoisie contre les travailleurs, avec leurs mesures et politiques « anti-crise ».

Deuxièmement, il faut expliquer que la seule issue réelle pour le prolétariat et les peuples exploités du monde est de faire une révolution socialiste mondiale, qui commence par prendre le pouvoir et implanter un gouvernement des travailleurs dans leur propre pays,

pour appliquer des plans économiques qui ne soient pas au service du profit des patrons, mais au service de la satisfaction des besoins de l'ensemble du peuple. Sans la perspective donnée par cette solution de fond, tous les triomphes partiels que nous obtenons seront rapidement perdus et les luttes les plus héroïques déboucheront sur une voie sans issue.

C'est précisément pendant des crises de cette profondeur qu'il s'avère plus facile d'expliquer la nécessité d'un changement profond du système capitaliste impérialiste, parce que sa véritable essence destructive est totalement mise à nu et la nécessité des mesures du programme socialiste s'avère beaucoup plus claire.

Il faut signaler toutefois avec une clarté totale que la crise économique **ne mènera pas par elle-même à la chute du capitalisme, et moins encore au triomphe de la révolution socialiste.** Si la classe ouvrière ne donne pas sa propre réponse, il est très possible que le système capitaliste impérialiste retrouve une nouvelle « stabilité », basée sur des niveaux encore pires de barbarie et d'inhumanité.

Le monde qui apparaîtra comme résultat de cette crise dépendra donc de la lutte des classes. Pour nous, cela dépendra de l'action de la classe ouvrière et des masses, ainsi que du surgissement d'une direction révolutionnaire capable de conduire cette lutte. Mais tant la réponse des travailleurs que la construction de cette direction révolutionnaire ne peuvent avoir lieu qu'à travers la lutte et la mobilisation.

Un programme pour combattre

Le premier pas de cette lutte et de cette mobilisation commence par la réponse aux attaques des bourgeoisies et des gouvernements. C'est un processus qui a

déjà commencé dans plusieurs pays, mais qui n'est pas encore à la hauteur de ce que les circonstances requièrent. C'est pourquoi, l'autre grande tâche à l'ordre du jour consiste à promouvoir une réponse de lutte face à ces attaques, dans chaque pays, de la façon la plus unifiée et la plus ferme possible.

D'une manière générale, nous proposons le programme suivant pour ces luttes, conscients qu'il devra s'adapter aux circonstances concrètes de chaque pays :

- * La lutte contre les licenciements et le chômage
- * Pour la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire
- * La défense du salaire et la lutte contre la perte de droits et d'acquis
- * Contre l'augmentation de la journée de travail, la détérioration des conditions de travail et l'augmentation de la charge de travail
- * La lutte contre la xénophobie et en défense des droits des immigrants
- * Contre la criminalisation des mouvements sociaux
- * Contre la politique économique des gouvernements.

Dans les pays colonisés par l'impérialisme, il s'y ajoute, en outre, la lutte contre les plans de recolonisation impérialiste et pour l'indépendance nationale, ainsi que pour le non-paiement de la dette extérieure, la rupture avec le FMI et ses plans d'ajustement, la nationalisation des entreprises impérialistes, etc.

Les mobilisations qui peuvent avoir lieu, suite à ces mots d'ordre concernant les nécessités concrètes, sont celles qui permettront d'établir le pont vers des morts d'ordre plus avancés, comme la nationalisation sous contrôle ouvrier des principales branches de l'économie. Il s'agit de celles qui représentent la transition vers l'is-

sue socialiste à laquelle nous faisons référence plus-haut.

La nécessité d'une lutte unitaire

Cette proposition de combat unifiée doit être faite tant à l'ensemble des travailleurs qu'aux directions des organisations syndicales et politiques de masse.

Est-il correct de lancer un appel de ce genre à des directions qui ont contribué à démobiliser, à diviser et à démoraliser la classe ouvrière et qui, dans beaucoup de cas, continuent à le faire, en acceptant des accords de pertes d'acquis, en freinant les luttes et en essayant d'isoler les luttes là où elles apparaissent ? Il est évident que ces bureaucraties sont un obstacle pour le développement d'une lutte ferme contre les attaques des entreprises et des gouvernements et, beaucoup plus encore, pour que la classe ouvrière puisse donner une réponse de fond.

Mais tant qu'elles continueront à contrôler les appareils syndicaux et les organisations de masse, et qu'en ce sens, elles dirigent la majorité des travailleurs, il n'y a pas moyen de promouvoir une mobilisation massive sans **une politique d'exigence envers leurs directions pour qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises et se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux.**

Si cet appel à la mobilisation unitaire est accepté - comme cela a été le cas, par exemple, avec plusieurs centrales syndicales au Brésil, le 30 mars, ou avec les grèves générales récentes en France - la lutte et la confiance en ses forces de l'ensemble de la classe ouvrière sont fortifiées. Il en est ainsi parce que beaucoup de travailleurs ont des doutes sérieux sur les possibilités de triomphe d'une lutte isolée, face à l'ampleur de l'ennemi auquel ils font face. Une lutte nationale unifiée, au contraire, offre depuis

son début une perspective beaucoup plus grande de triomphe.

De cette manière, une dynamique supérieure de mobilisation peut apparaître qui, tôt ou tard, dépassera les limites que ces bureaucraties se fixent. D'autre part, si l'appel n'est pas accepté, le refus contribuera à l'expérience des travailleurs avec ces directions.

Dans les deux cas, il s'agit

d'une politique indispensable pour fortifier une réponse de lutte en accord avec la situation et les attaques, afin d'avancer vers une véritable organisation démocratique et de lutte des travailleurs, qui peut se fortifier comme alternative à ces bureaucraties et ses appareils. C'est ce qui commence à se construire avec Conlutas au Brésil, l'ELAC en Amérique latine et les Caraïbes,

et avec d'autres expériences dans différentes régions du monde.

[§] Un système dans lequel les heures supplémentaires - exigées quand il y a beaucoup de travail - sont mises au "crédit" du salarié, un crédit qu'il peut (doit) utiliser pour des absences ou des vacances quand il y a moins de travail. - NdT

Récupérer la tradition de lutte internationale

Les attaques que les travailleurs reçoivent sont semblables partout dans le monde. D'une part, les politiques que les gouvernements et les entreprises appliquent sont « logées à la même enseigne ». D'autre part, les grandes entreprises ont des structures avec des implantations partout dans le monde et ont « internationalisé » leurs production et commercialisation. Dans l'industrie automobile (une branche centrale de l'économie capitaliste), General Motors a des usines ou des bureaux commerciaux dans 70 pays, Fiat dans 61 pays, Renault dans 46 pays, etc. Face à la crise, ces entreprises appliquent des plans unifiés d'ajustement et essayent de faire face aux travailleurs d'un pays avec ceux d'un autre, même si ces plans se manifestent sous différentes variantes.

En France, le gouvernement « accorde des prêts et des subventions à ses fabricants d'automobiles..., à la condition que les entreprises maintiennent l'emploi en France et que, sous aucun prétexte, elles délocalisent une partie de leur production vers la République tchèque, la Slovaquie ou la Roumanie, des pays où Peugeot-Citroën et Renault ont des usines d'assemblage ». (Agence EFE, 24/2/2009). Quant à General Motors, elle utilise la menace de transférer des usines de production

depuis les Etats-Unis vers des pays avec moindre coût de travail, afin que ses travailleurs acceptent de réduire leurs salaires à la moitié.

Reconquérir la mémoire historique

Il est presque impossible de mettre en échec ces chefs d'entreprises géantes, sans que les luttes s'unifient et reçoivent une vaste solidarité internationale ; ils profitent du « diviser pour régner ». Au contraire, une lutte internationale offre une perspective beaucoup plus grande de triomphe parce qu'elle frappe l'entreprise dans son ensemble.

L'unité et la solidarité internationale des luttes de la classe ouvrière ne sont pas une nouveauté. Elles font partie de son histoire et de ses meilleures traditions. Rappelons que c'est une campagne internationale de lutte qui a obtenu la journée de travail de 8 heures dans beaucoup de pays du monde, dans les premières décennies du vingtième siècle.

Pendant des décennies, l'action érosive du stalinisme et des bureaucraties syndicales a essayé d'effacer la conscience de la force, contenue dans cette lutte internationale unifiée, de la mémoire de la classe ouvrière. Si ces bureaucraties n'unissent même pas la lutte des travailleurs dans un pays, elles vont encore moins promouvoir l'unité internationale. Des appareils

comme la Fédération Internationale des Travailleurs de la Métallurgie ou la Confédération Syndicale Internationale servent seulement à faire des congrès qui votent des déclarations ou demandent l'intervention d'organismes comme l'OIT, mais non pour promouvoir ou soutenir les luttes contre les patrons et le gouvernement.

L'appel des travailleurs de la General Motors de São José dos Campos

Reconquérir cette tradition historique est une nécessité impérieuse. Un début de la reconquête de ce chemin peut être une chose très concrète : l'unité des travailleurs d'une même entreprise, ou d'une même branche industrielle, au niveau international.

En ce sens, il faut souligner l'appel des travailleurs de la General Motors de São José dos Campos (Brésil), faite sienne par le syndicat métallo de la région et par Conlutas (Coordination Nationale de Luttes) dans ce pays, ainsi que par l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe de travailleurs) dans le continent.

On y signale que « les gouvernements et les entreprises... essayent de nous diviser et de nous opposer les uns contre les autres... Cela nous mène seulement à la division et à la fragmentation. Les seuls à en profiter sont ceux qui nous ont exploités brutalement

pendant des années... Nous devons dire non. Aucun licenciement, aucune réduction de droits ou de salaires lors de la réduction de la journée de travail. »

Après avoir analysé les attaques des entreprises automobiles au niveau mondial, ils lancent « un appel aux camarades des entreprises automobiles du monde entier : organisons un jour de grève internationale sous le drapeau de la défense de nos emplois, de nos salaires et de nos droits : que les riches payent pour la crise ». Ils font appel spécialement aux « travailleurs de General Motors de plusieurs implantations dans le monde entier : assez de division parmi nous, faisons face à la crise avec unité et lutte en défense des emplois, de nos droits et de nos salaires ».

Pour concrétiser la proposition, ils suggèrent que « les travailleurs, leurs syndicats, les commissions d'entreprise et les militants » organisent « une réunion internationale, où nous pouvons examiner un plan de lutte unitaire pour faire face à la crise internationale, dé-

fendre nos emplois, nos droits et nos salaires, sans tomber comme otages des chantages promus par ceux qui nous ont toujours exploité ».

L'appel a été envoyé à des syndicats, des commissions d'entreprise et des travailleurs métallos du monde entier. En outre, Vivaldo Moreira, président du syndicat de São José dos Campos et travailleur de la General Motors, a visité l'usine de cette entreprise et plusieurs usines métallurgiques en Argentine. D'autres dirigeants se sont rendus en Équateur et au Venezuela.

L'appel a déjà commencé à recevoir quelques réponses positives. En Argentine, une assemblée générale convoquée par la section de Villa Constitución de l'Union Ouvrière Métallurgique (UOM) a réuni plus de 500 représentants de différents syndicats et institutions (y compris d'importants dirigeants nationaux de la Centrale de Travailleurs Argentins - CTA). Elle a décidé, dans le cadre d'une résolution générale sur la crise économique, « l'appui inconditionnel à tous

les travailleurs qui combattent partout dans le monde et, dans ce cadre, un appui fraternel aux camarades de General Motors de São José dos Campos qui ont soutenu cette assemblée ».

En Italie, les représentants de la CUB (la quatrième centrale syndicale en importance du pays) chez Fiat, ont manifesté leur « accord total » avec « la proposition d'organiser une réunion internationale pour examiner la situation de l'industrie automobile et pour décider des initiatives en commun... il n'y a plus qu'à organiser la réunion ».

Ce sont les premiers pas d'un chemin nécessaire qui s'impose. La grave crise économique internationale et les attaques très dures des gouvernements et des entreprises mettent plus que jamais à l'ordre du jour l'appel lancé, il y a plus de cent soixante ans, par le Manifeste Communiste : « *Proletaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

Appel à la lutte contre les licenciements et les attaques dans les usines de montage automobiles partout dans le monde

Voici quelques extraits de cet appel, dont le texte entier se trouve sur www.lct-cwb.be

Des milliards et des milliards de dollars d'argent public sont en train d'être lâchés aux entreprises, alors qu'à nous, travailleurs, on nous tient le discours des licenciements et de la nécessité d'abandonner nos droits sociaux et de réduire nos salaires.

Ceci est inadmissible ! Nous ne sommes pas les responsables de cette crise ! Ceux qui doivent la payer, c'est cette poignée d'individus qui pendant des années se sont répartis les profits et les bonus, et aussi les gouvernements irresponsables et frauduleux qui ont préparé la crise que nous voyons aujourd'hui. [...]

Nous, les travailleurs métallurgiques de São José dos Campos, travailleurs de GM au Brésil. nous lançons un appel aux autres camarades qui travaillent dans des usines de montage partout dans le monde. Organisons ensemble un jour de grève internationale avec le mot d'ordre de la défense des emplois, des salaires et des droits, pour que les riches payent leur crise. [...]

Travailleurs de GM : assez de division, affrontons la crise avec l'unité dans la lutte pour la défense de nos droits et de nos salaires.

Travailleurs de GM de São José dos Campos
Syndicat des travailleurs métallurgiques de São José dos Campos
Conlutas (Coordination Nationale des Luttes)- Brésil
ELAC – Rencontre Latino Américaine et Caraïbe des Travailleurs

Une grève bien nécessaire

Le vendredi 10 avril, la partie marchandise de la SNCB – B-Cargo – a mené une grève de 24 heures, en front commun. Bilan : journée réussie avec 80% de grévistes dans ce secteur et très peu de circulation. Cette action a été bien suivie puisqu'elle est la concrétisation de la longue lutte bien légitime de certains camarades syndicalistes combattifs. Le combat est cependant loin de se terminer... La situation est particulièrement inquiétante pour B-Cargo, et pour l'ensemble du chemin de fer.



B-Cargo démantelé

Si la presse a largement relayé les « chiffres désastreux » de B-Cargo, en expliquant ceux-ci notamment par la baisse du trafic en raison de la crise, le problème est encore bien plus profond et politique.

La division fret a subi bon nombre de restructurations et de réformes depuis 2004. Le transport ferroviaire de marchandises a été libéralisé entre temps au niveau européen à partir de 2005. Aujourd'hui, la direction a cédé ses activités les plus rentables à des « filiales commerciales » (ne se gardant que les opérations en gare), elle leur a cédé tout son parc à wagons, elle a supprimé des postes et déplacés des

agents sans respect des règles statutaires ni de leur vie sociale.

2.000 cheminots travaillent chez B-Cargo et environ 600 serait actuellement « de trop » ; parmi eux il y a des statutaires, mais également des

contractuels... Les postes restants sont soumis à une série de mesures pour augmenter la flexibilité et la pression sur les travailleurs. Des ateliers ainsi que trois des cinq gares de triage du réseau seraient condamnées à disparaître.

La direction maintient ses plans dans le flou. Par leur action, les directions syndicales demandent d'être correctement informées, de manière chiffrée, afin de pouvoir participer à l'élaboration d'un plan de relance industriel.

Un laboratoire social pour les restructurations

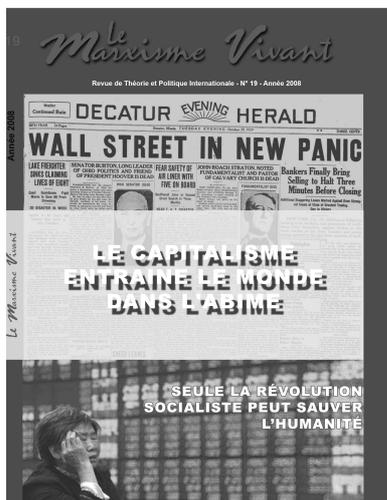
C'est bien de la privatisation de tout un pan de la société qu'il s'agit, à l'instar de l'ancienne filiale du

transport routier – ABX – vendue pour deux fois rien à des investisseurs en 2006, après que l'Etat y ait épongé les dettes.

B-Cargo ne s'occuperait que de la partie « opérationnelle », non rentable, au service d'une multitude de petites sociétés privées. Dans sa gestion du personnel, la direction raye de la carte des règles statutaires HR auxquelles on n'avait encore jamais touché, et elle crée ainsi un précédent des plus dangereux.

B-Cargo est un premier pas et une sorte de laboratoire pour les prochaines restructurations. Après le fret, les branches Voyageurs International, puis Voyageurs National sont sur la liste de la libéralisation, et bien d'autres services sont directement concernés par cette politique de démantèlement du service public.

Les syndicats ont la responsabilité d'organiser la lutte, d'informer et de mobiliser les cheminots, ainsi que les navetteurs, sur l'enjeu de B-Cargo et sa portée sur l'avenir de notre service public. Seule la lutte peut garantir nos acquis.



Demander le dernier numéro du

Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale

1. Le capitalisme entraîne le monde dans l'abîme. Seule une révolution socialiste peut sauver l'humanité.
2. La guerre entre la Russie et la Géorgie
3. Politique éducative de l'impérialisme au 21^{ème} siècle
4. La IV^{ème} Internationale : une victoire historique de la classe ouvrière

Les étudiants se mobilisent en Europe

Voici un article publié dans l'Internationaliste, le bulletin du GSI, la section française de la LIT-QI.

Début février, les étudiants finlandais apprennent que leurs universités vont être réformées : plus de pouvoir pour le président, CA resserré avec une plus large place pour les chefs d'entreprise, financement selon les compétences, création d'agences de moyen, possibilité d'augmenter les frais d'inscriptions pour les étudiants non-ressortissants de l'UE... Bref, presque un copié-collé de la LRU française.

Discours technocrates

D'un autre point de vue, il s'agit d'une simple « harmonisation » de la politique éducative finlandaise sur ce qui existe déjà dans les autres pays d'Europe. Si '« l'Europe »' n'a pas compétence en matière scolaire pour harmoniser tout le système, le libre choix individuel a été laissé aux dirigeants de chaque pays, lesquels ont tous signé au fur et à mesure la déclaration de Bologne (1999), et la stratégie de Lisbonne (2000) ; dont l'objectif pour 2010 est de faire de l'UE une sorte d'économie de la connaissance, la plus compétitive et rentable du monde. En bref, quand on nous impose une réforme au nom de l'Europe, les gouvernements se moquent de nous, car c'est eux-mêmes qui l'ont impulsée.

La jeunesse et les étudiants européens ne sont pas dupes !

En Finlande, dans le mouvement contre le « New University Act » (loi qui sera votée au printemps), une première journée de manifestation a eu lieu le 19 février ; à Helsinki, 1500 personnes ont défilé, et 100 d'entre elles ont occupé temporairement le bâtiment de l'Administration de l'Université d'Helsinki. Une autre manifestation nationale était programmée pour le 13 mars. En Italie, le mouvement s'était essouffé à la fin du premier semestre, à l'approche des partiels, mais il a repris de la vigueur en mars : le 18, des manifestations ont eu lieu contre les réformes de l'université (loi Gelmini) et contre la crise, rassemblant des dizaines de milliers de personnes. A

Rome, des lycéens et étudiants souhaitant rejoindre les cortèges enseignants (manifestation appelée par la CGIL) en ont été empêchés par la police, au prétexte de non respect du nouveau protocole de manifestation de Rome, qui circonscrit les défilés à des lieux très restreints. En Espagne, la mobilisation ne faiblit pas depuis quatre mois. Le rectorat de Barcelone, occupé depuis le 20 novembre, a été vidé par la police le mercredi 18 mars. Au total, 80 étudiants, 20 journalistes et un enfant ont été blessés. Le soir même, 5 000 personnes se sont rassemblées dans les rues de Barcelone, contre la répression et toujours contre l'entrée en vigueur du processus de Bologne. Le 25 mars, ils étaient 35 000 manifestants en Espagne, de la maternelle à l'université. Jeudi 26 mars, une manifestation a rassemblé 10 000 personnes, contre le processus de Bologne et la répression. Elle aurait pu être bien plus massive si la police ne distillait pas la peur.



Enfin, un referendum a eu lieu le 28 février, à l'Université de Barcelone, demandant aux étudiants s'ils étaient pour un gel dans l'application du processus de Bologne et une ouverture des débats. Il y a eu un taux de participation exceptionnellement haut (20%), et 93,1 % des réponses ont désavoué le processus de Bologne.

Vers la grève générale de l'éducation européenne

Les étudiants et la jeunesse de l'Europe entière sont contre toutes formes de privatisation, et les gouvernements veulent passer en force. Saisissons-nous de l'appel de la Vague Européenne ! Participons au sommet contre la Conférence Ministérielle du Processus de Bologne, du samedi 25 au mercredi 29 avril, à Bruxelles, Leuven et Louvain-la-Neuve ! Unifions tous les mouvements nationaux dans un mouvement unitaire européen, pour une éducation publique, gratuite et laïque !